

Réf. 4		
Nom du Projet : Mission d'identification et de formulation d'un projet d'appui à la réforme de la justice au Bénin		Pays : République du Bénin
Lieu : République du Bénin		Personnel spécialisé fourni par votre société (profils) : ⇒ Expert juriste, Chef de mission
Nom du Client : Ordonnateur National du FED		Nombre d'employés ayant participé au projet : 2
Adresse :		Nombre de mois de travail ; durée du Projet : 1,5 hommes / mois
Date de démarrage (mois/année) : 01/2009	Date d'achèvement (mois/année) : 04/2009	Valeur approximative des services fournis par Duradeve Consulting : 15 103 449 F CFA F CFA – 23 025 € Valeur approximative des services fournis par le Consortium : 39 357 420 F CFA – 60 000 €
Nom des consultants associés/partenaires éventuels : ATOS Origin		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les consultants associés : 1,5 homme / mois
Nom et fonctions des responsables: Monsieur Olé Alain KAM, Associé gérant, Duradeve Consulting		
Descriptif du projet : L'objectif de la mission est double. Il s'agit, d'une part, de faire un état de lieux de la mise en place de la politique d'informatisation du secteur de la justice, et d'autre part, de procéder à l'identification et la formulation du projet d'appui à la réforme de la justice et d'un accompagnement du Ministère de la Justice en vue de répondre aux critères d'éligibilité permettant l'établissement, et notamment : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ L'intégration de cette politique dans le PIRSJJ, ainsi que dans la politique globale de modernisation et de réforme du secteur ; ⇒ Le dispositif de pilotage et de gestion mis en place pour gérer l'informatisation, le CGSI et le Service Informatique, et les liens entre ce dispositif, les autres directions du Ministère et les juridictions ; ⇒ La viabilité et la pérennité des choix techniques faits par le CGSI et les capacités du Service Informatique à assurer leur mise en œuvre de façon autonome ; ⇒ L'impact, dans la mesure du possible, de l'utilisation de l'outil informatique et surtout de l'application métier "Chaîne pénale" sur l'organisation et la gestion des dossiers dans les juridictions ; ⇒ L'appropriation par le Ministère de cette politique et l'intégration des coûts qu'elle engendre dans le budget du secteur ; ⇒ L'action de l'assistance technique auprès du MJLDH dans le cadre de l'informatisation et la réforme de la justice ; ⇒ Dans une phase ultérieure, d'une stratégie sectorielle de réforme de la justice, financé par les ressources du 10^{ème} FED : L'objectif global du projet sera la promotion d'une justice de qualité, efficace, crédible et accessible au justiciable. Les objectifs spécifiques du projet sont: (1) la consolidation et le renforcement de la mise en œuvre de la politique d'informatisation du MJLDH en vue de la pérennisation des acquis du projet 9^e FED, et (2) l'accompagnement du Ministère pour une approche sectorielle. A cet effet, une attention particulière sera portée au renforcement des stratégies et politiques sectorielles en lien avec le budget, au renforcement des 		

capacités institutionnelles du Ministère de la Justice et autres institutions-clés du secteur de la justice, et au renforcement des mécanismes de coordination.

Le troisième résultat attendu concerne l'élaboration d'une fiche d'action, des Dispositions Techniques et Administratives (DTA) de la Convention de financement et du projet de termes de référence pour l'assistance technique en charge de la mise en œuvre du futur projet.

Description des services effectivement rendus par votre personnel :

L'expertise fournie (Chef de mission) se doit d'appuyer précisément la mise en place des éléments de politique sectorielle.

De manière concrète, l'expert de DURADEVE Consulting a assuré la coordination générale de la mission et est responsable de la qualité des produits finis et des délais de présentation.

En outre, il est responsable de :

- ⊗ La détermination de l'Etat des lieux dans le domaine de la justice (complété par une expertise extérieure spécialisée en informatique) ;
- ⊗ La rédaction de proposition d'intervention sectorielle à financer sur les fonds du FED, la formulation des résultats attendus du projet, des activités et des moyens à mobiliser recherchera la complémentarité avec les interventions des autres partenaires actifs dans le secteur et tiendra compte des synergies potentielles avec les autres interventions de la CE dans le pays. Une attention particulière sera ainsi portée aux liens avec le Profil Gouvernance et la liste des engagements du gouvernement dans le cadre du 10^{ème} FED ;
- ⊗ La rédaction et la finalisation de d'une fiche d'action, des Dispositions Techniques et Administratives (DTA) de la Convention de financement et du projet de termes de référence pour l'assistance technique en charge de la mise en œuvre du futur projet.